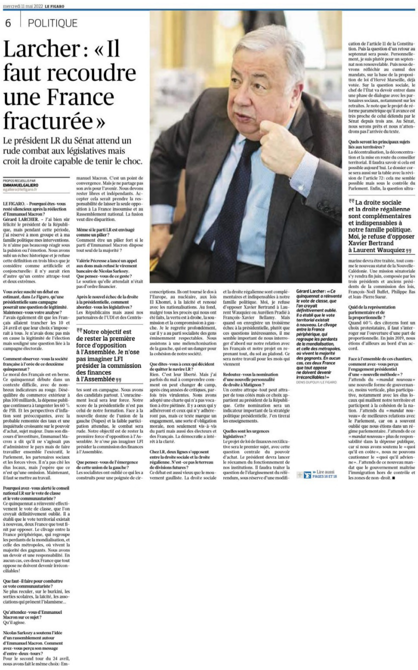
Larcher : "Il faut recoudre une France fracturée"

Publication : mercredi 11 mai 2022 12:27

Le Figaro, 11 mai 2022



Larcher : « Il faut recoudre une France fracturée »

Le président LR du Sénat attend un rude combat aux législatives mais croit la droite capable de tenir le choc.

PROPOS RECUEILLIS PAR
EMMANUEL GALIERO
egaliero@lefigaro.fr

LE FIGARO. - Pourquoi êtes-vous resté silencieux après la réélection d'Emmanuel Macron ?
Gérard LARCHER. - J'ai bien sûr félicité le président de la République, mais pendant cette période, j'ai réservé à mon groupe et à ma famille politique mes interventions. Je n'aime pas beaucoup réagir sous la pulsion ou l'émotion. Nous avons subi un échec historique et je refuse cette définition en trois blocs que je considère comme artificielle et conjoncturelle : il n'y aurait rien d'autre qu'un centre attrape-tout et deux extrêmes.

Vous aviez suscité un débat en estimant, dans *Le Figaro*, qu'une présidentielle sans campagne poserait une question de légitimité. Maintenez-vous votre analyse ?
J'avais également dit que les Français allaient trancher les 10 et 24 avril et que leur choix s'imposerait à tous. Je n'avais donc pas mis en cause la légitimité de l'élection mais souligné une question liée à la campagne électorale.

Comment observez-vous la société française à l'orée de ce deuxième quinquennat ?
Le moral des Français est en berne. Ce quinquennat débute dans un contexte difficile, avec de nombreux indicateurs au rouge. Déséquilibre du commerce extérieur à plus 100 milliards, la dépense publique continuera à tangenter les 60 % de PIB. Et les perspectives d'inflation sont préoccupantes, avec la probable remontée des taux et une inquiétude croissante sur le pouvoir d'achat, sujet majeur. Dans son discours d'investiture, Emmanuel Macron a dit qu'il ne s'agissait pas d'administrer le pays mais de faire travailler ensemble l'exécutif, le Parlement, les partenaires sociaux et les forces vives. Il n'a pas cité les élus locaux, mais j'espère que ce n'est qu'une omission. Maintenant, il faut se mettre au travail.

Pourquoi avez-vous alerté le conseil national LR sur le vote de classe et le vote communautariste ?
Ce quinquennat a réinventé effectivement le vote de classe, que l'on croyait définitivement oublié. Il a établi que le vote territorial existait à nouveau, deux France que tout finit par opposer. Le clivage entre la France périphérique, qui regroupe les perdants de la mondialisation, et celle des métropoles, où vivent la majorité des gagnants. Nous avons un devoir et une responsabilité. En aucun cas, ces deux France que tout oppose ne doivent devenir irréconciliables !

Que faut-il faire pour combattre ce vote communautariste ?
Ne plus reculer, sur le burkini, les sorties scolaires, la laïcité, les associations qui prônent l'islamisme…

Qu'attendez-vous d'Emmanuel Macron sur ce sujet ?
Qu'il agisse.

Nicolas Sarkozy a soutenu l'idée d'un rassemblement autour d'Emmanuel Macron. Comment avez-vous perçu son message d'entre-deux-tours ?
Pour le second tour du 24 avril, nous avons fait le même choix : Emmanuel Macron. C'est un point de convergence. Mais je ne partage pas son avis pour l'avenir. Nous devons rester libres et indépendants. Accepter cela serait prendre la responsabilité de laisser la seule opposition à La France insoumise et au Rassemblement national. La fusion veut dire disparition.

Même si le parti LR est envisagé comme un pilier ?
Comment être un pilier fort si le parti d'Emmanuel Macron dispose tout seul de la majorité ?

Valérie Pécresse a lancé un appel aux dons mais refusé le virement bancaire de Nicolas Sarkozy. Que pensez-vous de ce geste ?
Le soutien qu'elle attendait n'était pas d'ordre financier.

Après le nouvel échec de la droite à la présidentielle, comment abordez-vous les législatives ?
Les Républicains mais aussi nos partenaires de l'UDI et des Centristes sont en campagne. Nous avons des candidats partout. L'enracinement local sera leur force. Notre score de la présidentielle n'est pas celui de notre formation. Face à la nouvelle donne de l'union de la gauche (Nupes) et la faible participation attendue, le combat sera rude. Notre objectif est de rester la première force d'opposition à l'Assemblée. Je n'ose pas imaginer LFI présider la commission des finances à l'Assemblée.

> « Notre objectif est de rester la première force d'opposition à l'Assemblée. Je n'ose pas imaginer LFI présider la commission des finances à l'Assemblée »

Que pensez-vous de l'émergence de cette union de la gauche ?
Les socialistes ont oublié ce qui les a construits pour une poignée de circonscriptions. Ils ont tourné le dos à l'Europe, au nucléaire, aux lois El Khomri, à la laïcité et renoué avec les nationalisations. Au fond, malgré tous les procès qui nous ont été faits, la vertu est à droite, la soumission et la compromission à gauche. Je le regrette profondément, car il y a au parti socialiste des gens éminemment respectables. Nous assistons à une mélenchonisation de la gauche, qui est un danger pour la cohésion de notre société.

Que dites-vous à ceux qui décident de quitter le navire LR ?
Rien. C'est leur liberté. Mais j'ai parfois du mal à comprendre comment on peut changer de camp, après cinq années de critiques, parfois très virulentes. Nous avons adopté une charte qui n'a pas vocation à être piétinée. Il y a ceux qui y adhéreront et ceux qui n'y adhéreront pas, mais ce texte marque un engagement, une sorte d'obligation morale, non seulement vis-à-vis du parti mais aussi des électeurs et des Français. La démocratie a intérêt à la clarté.

Chez LR, deux lignes s'opposent entre la droite sociale et la droite régalienne. N'est-ce pas le terreau de divisions futures ?
Ce débat est aussi vieux que le mouvement gaulliste. La droite sociale et la droite régalienne sont complémentaires et indispensables à notre famille politique. Moi, je refuse d'opposer Xavier Bertrand à Laurent Wauquiez ou Aurélien Pradié à François-Xavier Bellamy. Mais quand on enregistre un troisième échec à la présidentielle, plutôt que ces questions intéressantes, il me semble important de nous interroger d'abord sur notre relation avec les Français et notre projet en reprenant tout, du sol au plafond. Ce sera notre travail pour les mois qui viennent

Redoutez-vous la nomination d'une nouvelle personnalité de droite à Matignon ?
Un centre attrape-tout peut attraper de tous côtés mais ce choix appartient au président de la République. Cette nomination sera un indicateur important de la stratégie politique présidentielle. J'en tirerai les enseignements.

Quelles sont les urgences législatives ?
Le projet de loi de finances rectificative sera le premier sujet, avec cette question centrale du pouvoir d'achat. Le président devra lancer le réexamen du fonctionnement de nos institutions. Il faudra traiter la question de l'élargissement du référendum, sous réserve d'une modification de l'article 11 de la Constitution. Puis la question d'un retour au septennat sera posée. Personnellement, je suis plutôt pour un septennat non renouvelable. Puis nous devrons réfléchir au cumul des mandats, sur la base de la proposition de loi d'Hervé Marseille, déjà votée. Sur la question sociale, le chef de l'État va devoir entrer dans une phase de dialogue avec les partenaires sociaux, notamment sur les retraites. Je note que le projet de réforme paramétrique qu'il avance est très proche de celui défendu par le Sénat depuis trois ans. Au Sénat, nous serons prêts et nous n'attendrons pas l'arrivée du texte.

Gérard Larcher : *« Ce quinquennat a réinventé le vote de classe, que l'on croyait définitivement oublié. Il a établi que le vote territorial existait à nouveau. Le clivage entre la France périphérique, qui regroupe les perdants de la mondialisation, et celle des métropoles, où vivent la majorité des gagnants. En aucun cas, ces deux France que tout oppose ne doivent devenir irréconciliables ! »*
DENIS DUPOUY/LE FIGARO

» Lire aussi
PAGES 16 ET 18

Quels seront les principaux sujets liés aux territoires ?
La décentralisation, la déconcentration et la mise en route du conseiller territorial. Il faudra savoir si cela est possible aujourd'hui. Le dossier corse sera aussi sur la table avec la révision de l'article 72 : cela me semble possible mais sous le contrôle du Parlement. Enfin, la question ultramarine devra être traitée, tout comme le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie. Une mission sénatoriale s'y rendra fin juin, composée par les trois présidents et anciens présidents de la commission des lois, François-Noël Buffet, Philippe Bas et Jean-Pierre Sueur.

> « La droite sociale et la droite régalienne sont complémentaires et indispensables à notre famille politique. Moi, je refuse d'opposer Xavier Bertrand à Laurent Wauquiez »

Quid de la représentation parlementaire et de la proportionnelle ?
Quand 60 % des citoyens font un choix protestataire, il faut s'interroger sur l'ouverture d'une part de proportionnelle. En juin 2019, nous étions d'ailleurs au bord d'un accord.

Face à l'ensemble de ces chantiers, comment avez-vous perçu l'engagement présidentiel d'une « nouvelle méthode » ?
J'attends du *« mandat nouveau »* une nouvelle forme de gouvernance, moins verticale, plus participative, notamment avec les élus locaux qui maillent notre territoire et participent à la cohésion de la nation. J'attends du *« mandat nouveau »* de meilleures relations avec le Parlement, car on a souvent oublié que nous étions dans un régime parlementaire. J'attends de ce *« mandat nouveau »* plus de responsabilité dans la dépense publique, car si nous avons soutenu le « quoi qu'il en coûte », nous ne pouvons cautionner le « quoi qu'il advienne ». J'attends de ce nouveau mandat que le gouvernement maîtrise l'immigration hors de contrôle et les zones de non-droit. ■